

\*\*\*\*\*  
Direction des Affaires Juridiques  
\*\*\*\*\*

**FICHE D'ACCOMPAGNEMENT DU COURRIER**

Date d'arrivée: 10/09/2020

Numéro: 0000121

Expéditeur: MDENP-MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE  
L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DES POSTES

Objet: B.E./ trans. décrets n°2020-0725 et 0726

IMPUTATION: *SP*

**COPIE A**

SP <input type="checkbox"/>	dCMP <input type="checkbox"/>	dVJ <input checked="" type="checkbox"/>
Pour étude et avis <input type="checkbox"/>	Pour projet de réponse <input type="checkbox"/>	
Pour attribution <input type="checkbox"/>	Pour nécessaire à faire <input type="checkbox"/>	
Pour exploitation <input type="checkbox"/>	Me retourner l'original <input type="checkbox"/>	
Pour classement <input type="checkbox"/>	Voir instructions du Pdt <input type="checkbox"/>	
Pour information <input type="checkbox"/>	Voir instructions du SG <input type="checkbox"/>	
Pour me représenter <input type="checkbox"/>	Me faire copie <input type="checkbox"/>	
Pour observation <input type="checkbox"/>	Pour suivi <input type="checkbox"/>	
Pour classement <input type="checkbox"/>	Faire circuler <input type="checkbox"/>	
Pour information <input type="checkbox"/>	Pour vérification <input type="checkbox"/>	
Pour participation <input type="checkbox"/>		

Délai de traitement: *Scanned SVP*

**COPIE A**

PDT <input type="checkbox"/>	DGSN <input type="checkbox"/>	DFC <input type="checkbox"/>	dCI <input type="checkbox"/>
SG <input type="checkbox"/>	DAJ <input type="checkbox"/>	DSI <input type="checkbox"/>	dAI <input type="checkbox"/>
DRMFM <input type="checkbox"/>	DAP <input type="checkbox"/>	PRM <input type="checkbox"/>	dCG <input type="checkbox"/>

**INSTRUCTIONS COMPLEMENTAIRES**

*11/09/2020*

**CABINET DU PRESIDENT**

\*\*\*\*\*  
**FICHE D'ACCOMPAGNEMENT DU COURRIER**

Expéditeur : MDENP-MINISTRE DU DEVELOPPEMENT DE  
L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DES POSTES

Objet : B.E./ trans. décrets n°2020-0725 et 0726

Reference : n° 2020-000598/MDENP DU 09/09/2020

Date d'enregistrement : 10/09/2020

N° d'enregistrement : 0002291

Affectation : *DAJ*

Copie à:

SG	<input checked="" type="checkbox"/>	DFC	<input type="checkbox"/>	DAJ	<input type="checkbox"/>	CJ	<input type="checkbox"/>	dCI	<input type="checkbox"/>
DRMFM	<input type="checkbox"/>	DAP	<input type="checkbox"/>	DRH	<input type="checkbox"/>	dAI	<input type="checkbox"/>	SP original	<input type="checkbox"/>
DGSN	<input type="checkbox"/>	DSI	<input type="checkbox"/>	PRM	<input type="checkbox"/>	dCG	<input type="checkbox"/>	SP copie	<input type="checkbox"/>

Delai de traitement souhaité

Jour (s)					Semaine (s)			Mois	
1	2	3	4	5	1	2	3	1	2
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Instructions

- ☐ Pour étude, avis et/ou suite à donner
- ☐ Pour nécessaire à faire
- ☐ Pour attribution et/ou exploitation
- ☐ Pour information et/ou exploitation
- ☐ Pour suivi et retour à faire
- ☐ Pour me représenter et rendre compte
- ☐ Me voir avec
- ☐ Pour classement
- ☐ Très urgent
- ☐ urgent

Instructions complémentaires

*Par diffusion et nécessaire  
à faire éventuellement*

Date de sortie:

Transmission du courrier

Heure de sortie:

Destinataire

Date	Heure	Direction	Nom et prénom	Signature

Suivi du courrier

Date	Traité	Clos	Observation(s)



MINISTRE DU DEVELOPPEMENT  
DE L'ECONOMIE NUMERIQUE  
ET DES POSTES

CABINET

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

N° 2020 /MDENP/CAB

Ouagadougou, le 09 SEPT 2020

BORDEREAU D'ENVOI  
DES PIECES CI-JOINTES ADRESSEES

A

Monsieur le Président de l'Autorité de Régulation des  
Communications Electroniques et des Postes (ARCEP)

OUAGADOUGOU

DESIGNATION	NOMBRE DE PIECES	OBSERVATIONS
Décrets n°2020-0725 ; 0726.	02	« Pour attribution »

Autorité de Régulation des Communications  
Electroniques et des Postes  
(ARCEP)  
La Présidence

Date d'Arrivée: 10 SEP 2021  
N° d'Ordre: 2291

Pour le Ministre et par Ordre,  
le Directeur de Cabinet

Abdoulaye OUEDRAOGO  
Chevalier de l'Ordre de l'Étalon

Secrétariat de la  
Direction des Affaires Juridiques

10 SEP 2020

Date d'Arrivée: \_\_\_\_\_  
N° d'Ordre: \_\_\_\_\_

PRESIDENCE DU FASO

BURKINA FASO

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT  
ET DU CONSEIL DES MINISTRES

Unité - Progrès - Justice

SECRETARIAT GENERAL ADJOINT

DEPARTEMENT DE LA LEGISLATION  
ET DE LA REGLEMENTATION

Ouagadougou, le 10<sup>1</sup> SEP 2020

N° 2020- 577 /PRES/SGG-CM/SGA/DLR/cks

## BORDEREAU D'ENVOI

Des pièces ci-jointes adressées

A

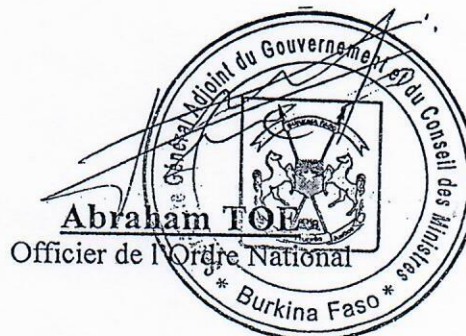
*Monsieur le Secrétaire général du Ministère du Développement  
de l'Economie Numérique et des Postes*

OUAGADOUGOU

SOMMAIRE	NOMBRE DE PIECES	OBSERVATIONS
- Décrets n° 2020- 0725 ; 0726.	02	Pour attribution

Le Secrétaire Général Adjoint du Gouvernement  
et du Conseil des Ministres

Ministère du Développement de  
l'Economie Numérique et des Postes  
Secrétariat Général  
Service Central du Courrier  
COURRIER ARRIVEE  
Le 10<sup>1</sup> SEP 2020  
Sous le N°: 02302





AB/AM  
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N°2020- 0725 PRES/PM/MINEFID  
MCIA/MDENP portant numérisation de  
paiements au Burkina Faso.

LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES.

- VISA CT n° 00647*
- VU la Constitution ;
  - VU le décret n°2019-004/PRES du 21 janvier 2019 portant nomination du Premier Ministre ;
  - VU le décret n°2019-0042/PRES/PM du 24 janvier 2019 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
  - VU le décret n°2019-0139/PRES/PM/SGG-CM du 18 février 2019 portant attributions des membres du Gouvernement ;
  - VU la Loi n°003-2005 du 24 mars 2005 portant loi uniforme sur les mesures de promotion de la bancarisation et de l'utilisation des moyens de paiement scripturaux ;
  - VU la loi n°045-2009/AN du 10 novembre 2009 portant règlementation des services et des transactions électroniques au Burkina Faso ;
  - VU la Loi n°016-2016/AN du 03 mai 2016 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme au Burkina Faso ;
  - VU le décret n°2020-0354/PRES/PM/MINEFID du 15 mai 2020 portant organisation du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement ;
  - VU le Règlement n°15/2002/CM/UEMOA relatif aux systèmes de paiement dans les Etats membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) ;
  - VU l'Instruction n°01/2003/SP du 08 mai 2003 relative à la promotion des moyens de paiements scripturaux et à la détermination des intérêts exigibles en cas de défaut de paiement ;
  - VU l'Instruction n°008-05-2015 du 21 mai 2015 régissant les conditions et modalités d'exercice des activités des émetteurs de monnaie électronique dans les Etats membres de l'UMOA.
- Sur rapport du Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement ;  
Le Conseil des ministres entendu en sa séance du 22 juillet 2020 ;

**DECRETE**



## **Chapitre I. - objet et Définition**

**Article 1 :** Le présent décret a pour objet l'application de la loi n°003-2005 du 24 mars 2005 portant loi uniforme sur les mesures de promotion de la bancarisation et de l'utilisation des moyens de paiement scripturaux.

Il vise la promotion de la bancarisation, l'utilisation des nouveaux instruments et procédés de paiement et l'inclusion financière, la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

**Article 2 :** Pour l'application des dispositions du présent décret, il convient d'entendre par paiement numérique tout procédé qui consiste à effectuer un paiement ou un ordre de paiement sans recourir au support papier.

## **Chapitre II. - Champ d'Application**

**Article 3 :** Sont soumises au paiement par moyens de paiement numériques les opérations suivantes :

- le paiement des salaires, indemnités et autres prestations en argent dus par l'Etat, les administrations publiques, les Etablissements Publics de l'Etat et les sociétés d'Etat ;
- le paiement des impôts, taxes et autres prestations en argent dus à l'Etat et ses démembrements autres que les collectivités territoriales ;
- le paiement des frais d'inscription aux concours de la fonction publique ;
- le paiement des frais d'inscription dans les universités publiques et privées ;
- le paiement des pensions, allocations familiales, subventions et transferts sociaux ;
- le paiement des bourses d'études, des aides et prêts aux étudiants ;
- le paiement des salaires, des factures et des frais d'établissement des visas d'entrée au Burkina Faso, dans les représentations diplomatiques et consulaires.

**Article 4 :** Tout paiement numérique donne droit à la délivrance d'un document matérialisant l'opération. Ce document constitue l'acquis libératoire. Il doit être joint aux pièces justificatives de l'opération de dépense ou de recette et constitue, au même titre que les autres documents, une pièce justificative comptable.



### Chapitre III : Dispositions transitoires et finales

**Article 5 :** L'obligation d'utilisation des moyens de paiement numériques se fera progressivement suivant le calendrier ci-après :

- Le 31 décembre 2020 au plus tard pour les opérations suivantes :
  - le paiement des salaires, indemnités et autres prestations en argent dus par l'Etat, les administrations publiques, les Etablissements Publics de l'Etat et les sociétés d'Etat ;
  - le paiement des salaires, des factures et des frais d'établissement des visas d'entrée au Burkina Faso, dans les représentations diplomatiques et consulaires ;
  - le paiement des frais d'inscription dans les universités publiques et privées ;
- le 31 décembre 2021 au plus tard pour les opérations suivantes :
  - le paiement des impôts, taxes et prestations en argent dus à l'Etat et ses démembrements autres que les collectivités territoriales ;
  - le paiement des frais d'inscription aux concours de la fonction publique ;
  - le paiement des bourses d'études, des aides et prêts aux étudiants.
  - le paiement des pensions, allocations familiales, subventions et transferts sociaux.

**Article 6 :** Les autorités monétaires, les banques et établissements financiers, les opérateurs de paiement électronique et les systèmes financiers décentralisés sont parties prenantes dans la mise en œuvre de l'objet du présent décret. Les modalités de leurs concours sont définies par les autorités chargées de l'exécution du présent décret.

**Article 7:** Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat et le Ministre du Développement de l'Economie Numérique et des Postes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 24 AOUT 2020



Roch Marc Christian KABORE

Le Premier Ministre

Christophe Joseph Marie DABIRE

Le Ministre de l'Economie, des  
Finances et du Développement

Lassané KABORE

Le Ministre du Commerce, de  
l'Industrie et de l'Artisanat

Harouna KABORE

Le Ministre du Développement de  
l'Economie Numérique et des Postes

Hadja Fatimata OUATTARA/SANON



BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N°2020- 0726 PRES/PM/MINEFID  
MDENP/MCIA portant autorisation de l'intégration  
des données sur les antécédents de crédits  
paiements de la clientèle des grands facturiers à  
plateforme électronique de partage des informations  
sur le crédit.

LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

- Act CF n° 00648*
- VU la Constitution ;
  - VU le décret n°2019-0004/PRES du 21 janvier 2019, portant nomination du Premier Ministre ;
  - VU le décret n°2019-0042/PRES/PM du 24 janvier 2019, portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
  - VU le décret n°2019-0139/PRES/PM/SGG-CM du 18 février 2019, portant attributions des membres du Gouvernement ;
  - VU la loi n°010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel ;
  - VU la loi n°013-2016/AN du 03 mai 2016 portant réglementation des bureaux d'information sur le crédit au Burkina Faso ;
  - VU la loi n°024-2019/AN du 14 mai 2019 portant modification de la Loi n°013-2016/AN du 03 mai 2016 portant réglementation des bureaux d'information sur le crédit au Burkina Faso ;
  - VU la décision N° CM/UMQA/007/06-2013, portant adoption du projet de loi uniforme portant réglementation des bureaux d'information sur le crédit dans les Etats membres de l'UMQA ;
  - VU le décret n° 2020-0354/PRES/PM/MINEFID du 15 mai 2020, portant organisation du Ministère de l'économie, des finances et du développement ;
  - VU l'Instruction n°005-05-2015 du 08 mai 2015 fixant les modalités de transmission des informations sur le crédit aux Bureaux d'information sur le crédit ;
  - VU l'Instruction n°005-07-2015 du 08 mai 2015 relative aux modalités de réception et de traitement des réclamations des clients par les Bureaux d'information sur le crédit ;
- Sur rapport du Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement ;
- Le Conseil des ministres entendu en sa séance du 30 juillet 2020 ;

### DECRETE

Article 1 : Le présent décret autorise l'intégration des données sur les antécédents de crédits et de paiements de la clientèle des grands facturiers à la plateforme électronique de partage des informations sur le crédit.

